

CONVENTION D'AIDE FINANCIÈRE
Programme Aide au fonctionnement
(2021-2024)
2^e AVENANT

ENTRE LE MINISTRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS, pour le gouvernement du Québec et en son nom, représenté par M. Dimitri Latulippe, directeur de Laval, de Lanaudière et des Laurentides, dûment autorisé en vertu du *Règlement sur la signature de certains actes, documents ou écrits du ministère de la Culture et des Communications* (RLRQ, chapitre M-17.1, r.1);

(ci-après le « MINISTRE »).

ET CONSEIL DE LA CULTURE DE LANAUDIÈRE, personne morale légalement constituée, ayant son siège au 306, rue Beaudry Nord, Joliette (Québec) J6E 6A6, représentée par madame Andrée St-Georges, directrice générale dûment autorisée comme en fait foi la résolution prise en date du 2 décembre 2021;

(ci-après le « BÉNÉFICIAIRE »).

ATTENDU QUE les PARTIES ont conclu, le 13 mars 2023, une convention ayant pour objet l'octroi, par le MINISTRE au BÉNÉFICIAIRE, d'une aide financière maximale pour la réalisation de sa mission, de son plan d'action et de ses activités (ci-après la « Convention »);

ATTENDU QUE le 7 février 2023, la Convention a été modifiée par avenant afin de majorer l'aide financière octroyée;

ATTENDU QUE le 7 février 2024, le MINISTRE a octroyé une aide financière additionnelle au BÉNÉFICIAIRE destinée à la formation continue offerte pour l'année 2023-2024 et à maintenir en poste un agent de développement culturel numérique pour douze (12) mois supplémentaires;

ATTENDU QU'à cette fin, la Convention doit être à nouveau modifiée;

POUR CES MOTIFS, LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

1. La clause 1. de la Convention est remplacée par la suivante :

« 1. La présente convention a pour objet l'octroi par le MINISTRE au BÉNÉFICIAIRE, d'une aide financière maximale de 1 037 867 \$, (ci-après l'« Aide financière »), pour la réalisation de sa mission, de son plan d'action et de ses activités apparaissant dans la demande d'aide financière 537156 et 538557, (ci-après les « Activités »). »

2. La clause 3.1. de la Convention est remplacée par la suivante :

« 3.1 Jusqu'à concurrence de 1 037 867 \$»

3. La clause 12.1. de la Convention est remplacée par la suivante :

« 12.1. Malgré la date de sa signature, la présente convention entre en vigueur le 1 avril 2021 et prend fin le 31 mars 2025; »;

4. L'annexe B « Agent de développement culturel numérique » est remplacée par l'annexe B ci-jointe;

5. L'annexe D « Calendrier des versements » est remplacée par l'annexe D ci-jointe.

6. Le présent avenant entre en vigueur à la date de sa dernière signature.

EN FOI DE QUOI, les parties ont signé le présent avenant.

Le MINISTRE

Dimitri Latulippe
Directeur

Date

Le BÉNÉFICIAIRE

Andrée Saint-Georges

Andrée St-Georges
Directrice générale

2024/03-06

Date

ANNEXE B
AGENT OU AGENTE DE DÉVELOPPEMENT CULTUREL NUMÉRIQUE
CONDITIONS 2024-2025

Reconduction et embauche

1. Le poste d'agent ou d'agent de développement culturel numérique (ADN) doit être pourvu jusqu'en mars 2025, afin de profiter de l'entièreté de l'enveloppe offerte par le MINISTRE.
2. Les sommes offertes par le MINISTRE doivent servir uniquement aux fins suivantes :
 - Couvrir le salaire et les avantages sociaux liés au poste ;
 - Couvrir les frais de déplacement occasionnés par la participation de l'ADN en présentiel¹ aux rencontres nationales du Réseau des agents de développement culturel numérique (RADN) ;
 - Couvrir les frais liés aux déplacements de l'ADN sur le territoire desservi par l'organisme d'accueil ou encore les dépenses associées à l'achat d'outils et/ou d'applications permettant la mise en relation de l'ADN avec son milieu d'accueil ;
 - Couvrir une partie des frais administratifs liés à l'accueil de l'ADN, le cas échéant (maximum de 5 % du montant global).
3. La période d'employabilité de l'ADN doit correspondre au 1^{er} avril 2024 au 31 mars 2025.
4. Considérant l'apport important de l'ADN à la gestion du changement organisationnel numérique, le BÉNÉFICIAIRE est invité à, s'il le juge nécessaire, compléter l'enveloppe offerte par le MINISTRE afin de bonifier les conditions et les avantages du poste².
5. Le BÉNÉFICIAIRE s'engage à encadrer l'ADN, en lui fournissant un plan de travail, en conformité avec le [mandat de l'ADN](#).
6. Le BÉNÉFICIAIRE reconnaît la [communauté de pratique nationale des ADN](#) comme un espace de formation et d'expérimentation. Il soutient son ADN dans son engagement, selon les réalités et les besoins propres à l'organisme.
7. Si le BÉNÉFICIAIRE a une ressource mutualisée ou s'il souhaite mutualiser sa ressource avec un autre organisme, il est obligatoire de signer une convention d'entente entre les parties. La relation entre les parties doit être fondée sur la compréhension commune du rôle de l'ADN, de son environnement et des particularités de chaque organisme. Cette relation doit être partagée par les directions et le personnel et s'inscrire dans un plan de travail conjoint, qui profite à l'ensemble des parties, incluant l'ADN.

Congé ou changement d'ADN

8. L'ADN a droit aux avantages offerts par son employeur selon le contrat établi.
9. Si le poste devient vacant pour une période de plus de 20 jours consécutifs, peu importe les raisons invoquées, le BÉNÉFICIAIRE devra en avertir le MINISTRE et prendre un arrangement avec ses représentants afin de remédier à la situation.
10. L'arrangement convenu entre le BÉNÉFICIAIRE et les représentants du MINISTRE doit être consigné par écrit et contenir minimalement les éléments suivants :
 - Le calendrier de dotation du poste ;
 - Le budget associé au poste d'ADN ;
 - Une reddition de comptes à jour ;
 - La liste des mécanismes en place pour assurer le transfert de connaissances vers la nouvelle ressource.
11. Le BÉNÉFICIAIRE doit doter son poste d'ADN en satisfaisant au [mandat de l'ADN](#) et en respectant l'arrangement pris avec les représentants du MINISTRE. Cette condition est nécessaire si le BÉNÉFICIAIRE souhaite continuer à recevoir les sommes offertes par le MINISTRE pour le poste.

Mandat de l'ADN

12. Par la réalisation des tâches liées aux quatre axes suivants, l'ADN a pour mandat d'accompagner le BÉNÉFICIAIRE, puis ses membres ou ses clientèles, le cas échéant, dans sa transformation numérique. Ultimement, l'action de l'ADN a des répercussions sur la transformation numérique de son milieu d'accueil (territoire/secteur).

¹ Il est prévu d'organiser deux rencontres nationales par année en présentiel et une rencontre en virtuel.

² Aucune distinction n'est faite entre la subvention salariale et les frais de déplacement. Le BÉNÉFICIAIRE est donc tenu de se conformer au point 2 du présent document pour l'utilisation des sommes offertes par le MINISTRE.

<p><u>Axe Concertation</u> Assurer une plus grande synergie par des alliances, des partenariats et du maillage entre les acteurs de l’univers numérique, de la culture, des communications et de la recherche.</p>
<p>Exemples de tâches des agents :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Contribuer activement à la communauté de pratique nationale et aux WIKI des ADN dans sa démarche d’autonomisation ; - Mobiliser les membres et son milieu, et d’autres si nécessaires, autour d’enjeux numériques ; - Développer des alliances, des partenariats et du maillage avec les acteurs de l’univers numérique et de la recherche ; - Créer une communauté de pratique pour son milieu animée par des valeurs d’entraide, de partage et de collaboration ; - Valoriser, par des communications régulières avec la communauté de pratique des ADN, sa région ou son secteur, notamment sur : <ul style="list-style-type: none"> - les connaissances, les ressources et les expertises offertes ; - l’accompagnement et le financement disponibles pour la mise en œuvre de projets structurants en numérique dans le milieu culturel. - Agir comme ressource-conseil pour la construction de la programmation et pour l’animation de rendez-vous fédérateurs, régionaux ou nationaux, du milieu culturel numérique.
<p><u>Axe Formation</u> Contribuer à l’élaboration de stratégies et de plans d’action en numérique de son organisme et de ses membres ainsi qu’au développement de leurs compétences.</p>
<p>Exemples de tâches des agents :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Développer des outils collectifs permettant l’acquisition de compétences numériques pour le milieu culturel et assurer leur diffusion par des stratégies de communication pertinentes (exemples : boîtes à outils, guides de bonnes pratiques, lieu d’expérimentation, etc.) ; - Construire une offre de formation concertée, mutualisée et complémentaire pour le milieu culturel (exemples : conférences, webinaires, ateliers, séminaires) et pour l’organisme d’accueil.
<p><u>Axe Veille</u> Accroître le partage des expertises, des connaissances et des pratiques numériques dans le milieu culturel en vue d’accroître le niveau de littératie numérique</p>
<p>Exemples de tâches des agents :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Alimenter un réseau de veille numérique multisectorielle ; - Répertorier et promouvoir les pratiques innovantes, les nouveaux modèles d’affaires ; - Encourager la réflexion par la diffusion d’une information pertinente dans une infolettre commune, un blogue ou tout autre moyen de communication publique ; - Documenter et partager les pratiques numériques, nouvelles ou existantes, présentes au sein d’une région ou d’un secteur afin de mettre en lumière les conditions de réussites et les écueils rencontrés dans la mise en œuvre de projets en numérique (transfert de connaissances).
<p><u>Axe Projets</u> Favoriser le développement de projets numériques structurants pour son organisme, ses membres ou son milieu (territoire ou secteur).</p>
<p>Exemples de tâches des agents :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Faciliter les démarches d’élaboration de plan numérique, incluant un diagnostic numérique organisationnel ; - Faciliter la problématisation, la conceptualisation et le transfert d’enjeux régionaux, sectoriels ou thématiques pouvant faire l’objet d’expérimentations et de recherche de solutions, notamment dans l’écosystème des laboratoires, des incubateurs et des accélérateurs ; - Participer, lorsque pertinent ou requis, aux activités des grands dossiers du Ministère, de la SODEC et du CALQ ou au développement de projets collaboratifs majeurs et structurants pour un secteur ou un territoire.

Profil de l’ADN

- Le profil de la ressource doit être défini en fonction du [plan de travail](#) du BÉNÉFICIAIRE.
- Lors d’une nouvelle embauche, le BÉNÉFICIAIRE s’engage à faire connaître l’offre de candidature dans divers réseaux afin de promouvoir l’embauche de candidats compétents issus de la diversité culturelle.

Conditions de travail de l’ADN

- Embauché au sein de l’équipe régulière de travail de l’organisme ;
- Minimum de 28 heures par semaine ³;
- Sous la supervision d’une personne en autorité qui est responsable de la mise en œuvre du plan de travail de l’ADN ;
- Salaire selon les échelles en vigueur dans l’organisme d’attache.

3 Un arrangement peut être convenu entre le BÉNÉFICIAIRE et les représentants du MINISTRE sur le nombre d’heures travaillées par l’ADN par semaine. Le plan de travail doit en démontrer le besoin et la pertinence.

Contre-emploi

19. L'ADN n'est pas :
- Le directeur ou la directrice de l'organisme ;
 - Un gestionnaire des communications générales de l'organisme ;
 - Un gestionnaire de site Web ou des médias sociaux ou autres gestionnaires.

Reddition de comptes

20. Une fois par année ou lorsque l'ADN en poste quitte son emploi, la ressource doit remettre un rapport de ses activités et réalisations à son employeur, qui le transmet aux représentants du MINISTRE.

Annexe D

Calendrier des versements

Nom du bénéficiaire :	Conseil de la culture de Lanaudière
No. De référence :	<u>537156 et 538557</u>

Période d'application	2021-2022	347 998,00 \$
	2022-2023	349 041,00 \$
	2023-2024	288 028,00 \$
	2024-2025	52 800,00 \$

Montant total de la subvention annoncée :	1 037 867,00 \$
---	-----------------

Contribution prévue du MCC

	Montant du versement	Conditions relatives au versement	Notes
2021-2022	187 025 \$	Annonce du 7 juin 2021	Première tranche déjà versée
	92 772 \$	Signature de la convention	Aide à la mission (incluant la relance)
	20 201 \$	Signature de la convention	Formation continue (poste de coordonnateur et bonification)
	48 000 \$	Signature de la convention	Agent de développement numérique
2022-2023	169 553 \$	Dépôt de la reddition de comptes de l’an 1	Aide à la mission (75%)
	43 839 \$	Dépôt de la reddition de comptes de l’an 1	Formation continue (poste de coordonnateur et bonification) (75%)
	36 000 \$	Dépôt de la reddition de comptes de l’an 1	Agent de développement numérique (75%)
	56 517 \$	poursuite des activités	Aide à la mission (25%)
	14 612 \$	poursuite des activités	Formation continue (poste de coordonnateur et bonification) (25%)
	12 000 \$	poursuite des activités	Agent de développement numérique (25%)
	16 520 \$	Signature de l'avenant 1	Bonification
2023-2024	169 553 \$	Dépôt de la reddition de comptes de l’an 2	Aide à la mission (75%)
	28 688 \$	Dépôt de la reddition de comptes de l’an 2	Formation continue (poste de coordonnateur) (75%)
	56 517 \$	poursuite des activités	Aide à la mission (25%)
	9 562 \$	poursuite des activités	Formation continue (poste de coordonnateur) (25%)
	23 708 \$	Signature de l'avenant 2	Bonification formation continue 2023-2024
	52 800 \$	Signature de l'avenant 2	Agent de développement numérique 2024-2025